



Décision individuelle n°2023-129

Pétitionnaire : Établissement public du Parc national du Mercantour

Adresse : 23 rue d'Italie, 06000 Nice

Nature de la demande : manifestation publique

Intitulé du projet : 30 ans de réintroduction et de conservation du gypaète barbu

Localisation : de Bousieyas au Col de Fourches – commune de Saint-Dalmas-le-Selvage - Cœur du Parc national du Mercantour

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, R.331-19-2, R.331-66 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3, 29, 32 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée par Madame Aline COMEAU,

Considérant que cette manifestation vise à promouvoir les actions du Parc national du Mercantour et de ses partenaires et leurs investissements dans le cadre de la réintroduction et de la conservation du gypaète barbu,

Considérant que l'implantation du gypaète barbu nécessite encore une surveillance importante du fait d'une reproduction aléatoire, d'une mortalité juvénile élevée et du devenir des jeunes jusqu'à l'âge adulte qui peut-être compromis à cause de nombreux risques, dont certains dus aux activités humaines,

Considérant que cet événement sera consacré aux membres du Réseau gypaète Mercantour, aux institutionnels et partenaires du Parc ainsi qu'à la presse et aux médias et sera notamment composé d'une observation du nid de gypaète à la lunette d'observation et d'une réunion technique du Réseau gypaète Mercantour,

Considérant la portée pédagogique de cette manifestation qui permettra de sensibiliser sur la fragilité de cette espèce,

Considérant que pour préserver au mieux la quiétude des lieux et éviter les impacts de la manifestation projetée sur le milieu naturel, les habitats naturels et le dérangement des animaux, il convient que l'organisation respecte certaines prescriptions notamment relatives aux appareils de diffusion et d'amplification sonore,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

L'établissement du Parc national du Mercantour, représenté par sa directrice Madame Aline COMEAU et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé à organiser une manifestation publique dans le cœur du Parc national visant à sensibiliser et promouvoir les actions de réintroduction et de conservation du gypaète barbu.

Article 2 : Caractéristiques de la manifestation

La journée du 2 juillet sera consacrée aux membres du Réseau gypaète Mercantour, aux institutionnels et partenaires du Parc (environ 150 personnes). Elle sera notamment composée d'une observation du nid de gypaète à la lunette d'observation. Des allocutions sans amplification sonore et un buffet déjeunatoire sont également prévus. Aucune publicité ne sera mise en place.

Article 3 : Date et lieu autorisés

La présente autorisation est accordée pour le dimanche 2 juillet 2023.

Article 4 : Prescriptions générales d'organisation

Le bénéficiaire est autorisé à organiser l'événement sous réserve de respecter les prescriptions suivantes :

- *Prescriptions générales d'organisation*

4.1. L'utilisation de tout appareil de diffusion et d'amplification sonore est interdite.

4.2. Des tables et une douzaine de chaises seront installées.

4.3. La présence de chien est interdite dans le cœur du Parc national du Mercantour, à l'exception d'un chien renifleur introduit dans le cadre de la sécurité de l'événement.

- *Prescriptions relatives à la couverture médiatique de la manifestation*

Dans le cadre de la couverture médiatique de l'événement, la présente décision vaut autorisation de prises de vues et de sons, dans un cadre professionnel ou à but commercial, aux conditions suivantes :

4.4. La présente autorisation est exclusivement attribuée pour assurer la couverture médiatique de la manifestation à l'exclusion de tout autre sujet.

4.5. Les prises d'images et de sons autorisées sont exclusivement réalisées à partir de moyens techniques terrestres.

Tout survol d'aéronef motorisé, y compris drone, à moins de 1000 mètres du sol à des fins de prise d'images aériennes n'est pas autorisé par la présente.

- *Prescriptions relatives à la gestion des déchets*

4.6. Le bénéficiaire est tenu de limiter au maximum la production et les risques d'abandon de déchets liés à l'événement.

En tant que de besoin, l'organisateur est tenu d'effectuer à ses frais une collecte et un nettoyage méticuleux des éventuels espaces situés en cœur de Parc, parcourus par les organisateurs et les participants. Ce nettoyage devra être effectué le jour même, avant l'heure de coucher du soleil.

- *Prescription relative à l'information et au comportement des participants et membres de l'organisation*

4.7. Le bénéficiaire et les participants devront adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant à la réglementation générale du cœur du Parc national. Il est rappelé les interdictions suivantes :

- prélèvement interdit (minéraux, végétaux...) ;
- marque et graffiti sur le sol, les arbres, les rochers interdits ;
- feu interdit ;
- circulation à vélo ou en voiture interdite hors des routes autorisées.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 29 juin 2023

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copie :
- service territorial Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.